

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la ville et du logement

Direction générale de l'aménagement,  
du logement et de la nature

**Arrêté du 8 février 2026**

**portant autorisation exceptionnelle, au titre de l'article L. 121-5-2 du code de l'urbanisme, en vue de la construction d'une ligne électrique aérienne à deux circuits 400 000 volts, traversant les communes de Petit-Caux et de Criel-sur-Mer (Seine-Maritime), soumises à la loi littoral**

**NOR : VL0L2534271A**

*(Texte non paru au journal officiel)*

**Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique et le ministre de la ville et du logement,**

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-1 et L. 121-5-2 ;

Vu la demande de dérogation ministérielle en date du 24 janvier 2025, au titre de l'article L. 121-5-2 du code de l'urbanisme, présentée par le gestionnaire du Réseau public de Transport d'Electricité français, RTE, en vue de la construction d'une ligne électrique aérienne à deux circuits de 400 000 volts, traversant les communes de Petit-Caux et de Criel-sur-Mer ;

Vu l'avis n° 2025-003 de l'autorité environnementale, en date du 10 avril 2025, sur le projet ainsi que le mémoire en réponse de RTE ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 15 avril 2025 ;

Vu la consultation de la communauté de communes « Falaises du Talou » en date du 2 mai 2025 ;

Vu l'avis de la communauté de communes « Villes sœurs » en date du 7 mai 2025 ;

Vu le rapport et les conclusions motivées rendus par la commission d'enquête concernant l'enquête publique, réalisée du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 1<sup>er</sup> octobre 2025, en application des articles L. 123-2 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant la contribution du projet aux objectifs mentionnés aux 1°, 3° et 4° de l'article L. 100-4 du code de l'énergie ;

Considérant que le projet est situé en discontinuité de l'urbanisation existante et en partie en coupure d'urbanisation ;

Considérant que le dossier comporte les éléments requis au titre de l'article L. 121-5-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'ensemble des engagements pris par le maître d'ouvrage dans sa demande d'autorisation, notamment la réalisation d'une étude paysagère et les mesures compensatoires associées,

## **Arrêtent :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Une autorisation est accordée à titre exceptionnel en vue de la construction d'une ligne électrique aérienne à deux circuits de 400 000 volts, traversant les communes de Petit-Caux et de Criel-sur-Mer (Seine-Maritime) soumises à la loi littoral.

### **Article 2**

La présente autorisation, délivrée en application de l'article L. 121-5-2 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la ville et du logement.

Fait le 8 février 2026.

Le ministre de l'économie, des finances  
et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'énergie,

L. KUENY

Le ministre de la ville et du logement,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'habitat, de l'urbanisme  
et des paysages,

D. BOTTEGHI